

Quelques remarques sur l'histoire des fronts

Jean-Numa Ducange

Historien, maître de conférences (Université de Rouen)

Les recompositions politiques en cours en Europe à gauche de la gauche laissent apparaître quelques traits communs, au-delà des différences nationales liées à des trajectoires très diverses qui découlent du passé. Dans la plupart des cas ce sont des formes d'alliances, d'union ou de coalition qui permettent la renaissance, à la gauche du Parti socialiste, d'une force politique qui ne soit pas sociale-libérale ou écolo-libérale : Syriza en Grèce, bloc des gauches au Portugal, Die Linke en Allemagne... et le Front de gauche en France. Au-delà de toutes les discussions que l'on peut avoir sur les résultats électoraux, le fait est là : le Front de gauche a permis un score « à deux chiffres » à l'élection présidentielle, le meilleur depuis celui réalisé par Georges Marchais en 1981. Contre un culte très répandu du présent, il me paraît utile dans ce cadre de revenir à l'histoire de quelques fronts, en France principalement, mais cette histoire a partie liée en permanence avec la situation internationale. Les quelques remarques développées dans cet article ne visent qu'à susciter la réflexion à partir de configurations très particulières et parfois datées – de fait, il s'agit plus d'un aperçu sur les relations socialistes/communistes que des recompositions des gauches radicales – mais qui peuvent nous fournir des éléments pour mieux penser la situation contemporaine.

Pourquoi s'allier ?

La question des alliances, des combats communs et des « fronts » entre différents courants politiques en vue d'un objectif précis est aussi ancienne

que le mouvement ouvrier lui-même. Très rapidement se pose le problème d'opérer des rapprochements ponctuels avec des forces « bourgeoises » : on pourrait évoquer Karl Marx en 1848 (où se pose la question des alliances avec d'autres forces pour réaliser la révolution démocratique et la question nationale) ou encore au début du vingtième siècle Jean Jaurès, qui défend l'alliance avec les radicaux à partir de 1902 pour diminuer l'influence de l'Église sur la vie publique, dans une perspective de favoriser l'émergence d'une conscience de classe susceptible de créer un terreau plus favorable pour la propagande socialiste¹. Mais nombre de socialistes et syndicalistes considèrent alors la politique jaurésienne comme un glissement dangereux amenant le mouvement ouvrier à dissoudre son identité. De tels arguments trouvent un écho particulier après le ralliement au « socialisme de guerre » de l'écrasante majorité des socialistes européens dix ans plus tard en 1914. Des minorités, au départ groupusculaires, hostiles à la boucherie engendrée par le conflit armé s'opposent à l'union nationale et nombre d'entre elles, sans qu'il y ait de correspondance systématique, vont être à l'origine de la création des partis communistes. Mais c'est bien la Révolution russe de 1917 qui entraîne la grande rupture entre socialistes et communistes et sépare ceux qui jusqu'alors débattaient dans de nombreux cas dans le même parti, à l'image de l'Allemagne où le SPD faisait côtoyer la révolutionnaire Rosa Luxemburg et le « révisionniste » Eduard Bernstein. La vague révolutionnaire des lendemains de la Première Guerre mondiale bouleverse la carte de l'Europe mais à partir du début des années 1920 le « parti mondial de la révolution »², l'Internationale communiste, créé en 1919, doit se rendre à l'évidence : après une éphémère croyance dans l'imminence de la révolution dans les pays capitalistes qui aurait permis de changer durablement l'ordre politique et social, force est de constater qu'il est nécessaire de gagner du temps et donc de développer une politique nouvelle d'alliances qui puisse empêcher la marginalisation des partis communistes récemment créés. C'est de ce moment que date la politique du « front unique ouvrier » à l'initiative des communistes, en direction des socialistes. Pour conquérir la majorité de la classe ouvrière, on incite les premiers à s'associer aux seconds pour mener des luttes économiques défensives et cette tactique va jusqu'à impulser ponctuellement un « gouvernement ouvrier » qui allie les différentes forces. Le « front » n'est pas ici une remise en cause de l'identité politique des communistes mais une tactique ponctuelle visant à ne pas perdre toute influence : une telle orientation ne va pas sans heurts chez les militants, notamment là où les conflits ont été des plus violents à la sortie de la guerre... La période de reflux révolutionnaire qui entraîne l'isolement de l'URSS à l'échelle internationale et des communistes dans la plupart des pays où ils avaient pourtant conquis initialement des positions importantes (en France, la majorité de la SFIO a voté pour l'adhésion à l'Internationale communiste mais la dynamique s'inverse rapidement) va progressivement

mener à une toute autre stratégie, qui vise à consolider le lien entre les partis communistes et le centre à Moscou. Après la « bolchévisation », le « Front rouge » et la stratégie « classe contre classe » impulsent une nouvelle ligne qui entraîne la dénonciation prioritaire de la direction de la social-démocratie comme « social-fasciste ». Suicidaire, cette nouvelle ligne va contribuer à isoler le mouvement communiste dans de nombreux pays et entraîner une politique sectaire systématique. Le fossé qui se creuse entre forces de gauche facilite une tragédie comme l'arrivée du pouvoir d'Hitler en Allemagne en janvier 1933. Gardons-nous néanmoins de tout jugement hâtif : nul ne sait si une autre tactique aurait permis de changer durablement les rapports de force en Europe... Par ailleurs les économistes soviétiques annonçaient une crise majeure du capitalisme peu avant 1929 ; la ligne « catastrophiste » eut ainsi des fondements lui permettant quelques échos, d'autant que la stratégie précédente de front unique – il est vrai appliquée à géométrie variable – n'avait pas non plus donné de résultats probants. N'oublions pas enfin les séquelles douloureuses laissées par la répression antisparkiste menée en Allemagne par la social-démocratie. Preuve qu'une stratégie d'alliances, de front ponctuel ou durable, doit se construire avec une réflexion sur le moment historique avec une visée immédiate contenant certaines revendications, mais également en fonction des trajectoires militantes au sein d'une organisation.

Front populaire, quelles réalités ?³

Pour nombre de militants français le terme « front » renvoie à une expérience, si ce n'est positive, du moins ayant marqué durablement les consciences à travers la conquête d'acquis sociaux majeurs : la brève période du Front populaire, 1936-1938. Au-delà de tous les débats sur les raisons de sa constitution et de sa dislocation, notamment sur la question espagnole⁴, il mérite une attention spécifique. La constitution du Front populaire a animé des décennies de débats. Il est désormais acquis que si le changement de stratégie de Moscou a beaucoup compté dans la constitution de l'alliance, la dynamique populaire à la base a été également un élément clef pour comprendre comment ce « rassemblement populaire » pour défendre le minimum républicain contre le danger fasciste s'est constitué. L'histoire a retenu une alliance entre radicaux (alors encore très influents), socialistes et communistes : il faut en réalité souligner les contours plus large du « Comité national du Rassemblement populaire » formé en juin 1935 pour bien appréhender la dynamique. Outre les forces politiques, il regroupe les deux CGT (CGT et CGTU), la Ligue des droits de l'Homme, le comité Amsterdam-Pleyel et le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes, sans oublier des groupes d'anciens combattants pacifistes et une centaine d'organisations diverses dans tout le pays. Là réside sa force qui va permettre de dépasser le programme minimal de départ pour

aller bien au-delà à la suite de la grande vague de grèves de mai-juin 1936. À peine la victoire électorale fêtée, c'est en effet un immense mouvement de grèves qui se déclenche dans tout le pays, lancé au départ par des minorités révolutionnaires mais dont l'extension rapide à de larges secteurs va permettre la signature d'accords ouvrant notamment la voie aux congés payés et à la semaine de 40 heures. C'est le Parti communiste qui est le grand bénéficiaire de ce mouvement global : il soutient dès le départ le gouvernement mais sans y participer, apparaît comme un parti national et crédible en s'appuyant sur le mouvement populaire tout en cherchant à canaliser les velléités révolutionnaires radicales qui ne sont pas pour lui à l'ordre du jour. Malgré des divergences de fond (notamment sur l'Espagne), le PCF a tenté de faire durer le plus possible le rassemblement populaire en l'élargissant même à un « front français »... Il confirme finalement ce que les municipales de 1935 avaient déjà montré en renforçant son ancrage dans des zones significatives comme la banlieue rouge de Paris ⁵. Le « Front populaire » lui a durablement profité, en dépit des tragédies qui vont suivre et c'est à partir de là qu'il devient un parti ouvrier très implanté tant au niveau sociologique que symbolique, car il incarne aussi la fierté ouvrière.

Reste une énigme : pourquoi une telle exemplarité alors même que l'épisode du Front populaire s'est fort mal terminé et a duré très peu de temps, tandis que des impensés peuvent être pointés aujourd'hui sans difficultés, surtout au regard des débats récents sur le colonialisme (le Front populaire et sa ligne patriotique a fort peu fait pour les colonies...) ⁶? Mais la combinaison entre un gouvernement élu avec une majorité de gauche et un mouvement populaire qui le pousse au-delà de ses limites initiales aboutissant à des mesures concrètes « suffit », d'une certaine manière, à laisser dans la mémoire militante le souvenir d'un événement clef qui, à défaut de pouvoir servir de modèle en toute circonstance, montre qu'il est possible d'ancrer sur le long terme des conquêtes sociales, « dans le cadre du système » certes, mais dont l'application montre l'efficacité de l'action collective au plus grand nombre.

De la répétition du « front »...

Le « Front national » contre l'occupant nazi, au départ limité, recouvre ensuite une large dynamique dans le contexte spécifique de libération du territoire qui a impliqué de nombreuses forces politiques. « Front » bien particulier donc... Il reste que cette période d'enthousiasme est aussi marquée par des propositions de fusions avortées entre socialistes et communistes : le projet était à la Libération de revenir au « grand parti ouvrier ». On dépassait là le front pour entrer dans un processus de fusion ; mais ce projet n'eut aucun début d'application concrète en France.

La façon dont l'exemple du Front populaire va jouer des années 1950 aux années 1980 me paraît particulièrement intéressante et est au cœur de recherches historiques actuelles. Le Parti communiste va rechercher la constitution d'un nouveau front, dans la perspective cette fois-ci d'arriver au pouvoir en position de force par rapport aux socialistes : somme toute rejouer 1936 mais avec l'avantage aux communistes. C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre des votes qui peuvent paraître contraires aux ambitions communistes comme l'alliance parlementaire avec Guy Mollet en 1956. C'est aussi à la lumière de cette tentative de répétition d'un front de type Front populaire qu'il faut saisir la recherche permanente de l'alliance avec les socialistes dans les années qui vont suivre et dont le bilan est aujourd'hui discuté. Et s'il serait présomptueux de tirer ici toutes les leçons de la période dite de l'« Union de la gauche », période désormais très étudiée par les historiens⁷ (et les politiques), nous disposons désormais d'un certain recul qui autorise quelques remarques. Constatons en premier lieu que dans les principaux courants politiques de gauche l'année 2006 a été l'occasion de nombreuses publications manifestant globalement un souvenir positif de l'expérience du Front populaire, malgré sa fin tragique. Les quarante ans du Programme commun en juin 2012 n'ont pas eu le même éclat, c'est le moins que l'on puisse dire... Il y avait toujours cette idée d'une répétition de 1935-1936 (le danger de répétition était pourtant pointé dès les révolutions de 1848 par Marx dans son *18 Brumaire*⁸...), qui ne tenait qu'insuffisamment compte des profonds changements sociaux et politiques en France, les aspirations nouvelles de franges importantes des classes populaires, entre autres. Parmi les éléments critiques que l'on peut apporter, l'union, malgré une incontestable dynamique populaire à la base, restait largement une alliance établie au sommet, susceptible de créer des désillusions et désorientations importantes au moment des ruptures (et réconciliations) brutales. Et avec le recul, le programme de Front populaire avait un programme beaucoup plus minimal mais était moins étroitement « tacticien » que le programme commun, beaucoup plus à gauche mais dont la réalisation s'est limitée à quelques points. Il ne s'agit donc pas de « refaire » le Front populaire : répéter la chose mécaniquement a déjà été tenté... Il paraît plus raisonnable de revenir aux sources des différentes situations historiques pour réfléchir à de nouvelles recompositions politiques.

Remarques sur la stratégie en Europe occidentale

On parle beaucoup ces derniers temps de Gramsci, en particulier de son concept « d'hégémonie », parfois d'ailleurs appliqué un peu abusivement à toute situation pour justifier la bataille idéologique, sans que soit nécessairement fait le même effort d'analyse caractéristique du penseur communiste italien. La réflexion politique de Gramsci va pourtant plus loin lorsqu'elle

distingue la « guerre de positions » de la « guerre de mouvement » et les stratégies d'alliances qu'une telle distinction implique⁹. Dans ses *Cahiers de prisons*, Gramsci insiste sur l'onde de choc de la Révolution russe mais constate en même temps au début des années 1930 que la séquence historique amorcée en 1917 ne peut engendrer une reproduction simple et mécanique du siècle qui va de 1789 à 1871, marqué de secousses et troubles révolutionnaires réguliers. Dans les pays où la société est plus « fluide », Gramsci fait le pari d'une toute autre configuration pour le mouvement ouvrier organisé s'il ne veut pas être condamné à l'impuissance. Gramsci est loin de tout maîtriser des géôles fascistes et on peut discuter de ses prises de positions sur tel ou tel point, en particulier son choix de soutenir le « socialisme dans un seul pays » contre la « révolution permanente ». L'intuition fondamentale demeure juste, celle de critiquer ceux qui pensent le changement social uniquement à travers un moment clef unique, croyant en une « répétition générale » calquée sur le schéma russe avec une révolution de 1905 préparant 1917. Là aussi un tel cadre de pensée, qui a influencé des courants de gauche radicale dans les années 1970, faisait fi des nouveautés qu'impliquaient les mutations du capitalisme et les recompositions du mouvement ouvrier. Limite de la répétition, une nouvelle fois...

Remarques conclusives

Gramsci nous permet donc de penser un projet stratégique sans désespérer, incitant à prendre acte des avancées et reculs propres à toute activité politique dans un pays capitaliste développé, sans perdre de vue l'objectif final. « Tout pas accompli, tout mouvement réel, est plus important qu'une douzaine de programmes » affirmait déjà Marx en 1875 dans sa célèbre *Critique du programme de Gotha*, tout en soulignant combien le programme d'unification des sociaux-démocrates dont il est question dans son propos était profondément insuffisant¹⁰. Ira-t-on jusqu'à confirmer cette sentence de Marx – au demeurant griffonnée rapidement à un de ses correspondants et qui ne doit donc pas être prise à la lettre – au regard de l'expérience du vingtième siècle ? Ne sommes-nous pas plus redevables, en terme d'acquis, de la brève expérience du Front populaire (délégués d'entreprises, conventions collectives, congés payés...) au programme initial extrêmement limité que de la période d'exercice du pouvoir de la gauche de 1981 qui se solda par d'amères désillusions et dont le programme initial était pourtant nettement plus ambitieux ? N'est-ce pas la dynamique populaire qui est décisive en 1936 et qui a cruellement manqué en 1981 ? Les deux périodes sont trop différentes et les rapports de force mériteraient d'être davantage examinés dans chaque cas, mais on ne peut faire l'impasse sur ces expériences qui montrent comment stratégies d'union, constitution de fronts politiques et sociaux, éléments programma-

tiques et dynamique populaire doivent être pensés ensemble pour réussir un projet émancipateur au XXI^e siècle. ■

Notes

- 1) Jean-Michel Ducomte et Rémy Pech, *Jaurès et les radicaux : une dispute sans rupture*, Toulouse, Privat, 2011.
- 2) Serge Wolikow, *L'Internationale Communiste (1919-1943). Le Komintern ou le rêve déchu du parti mondial de la révolution*, Paris, Éditions de l'atelier, 2010.
- 3) Sur cette période complexe voir l'excellente mise au point de Jean Vigreux, *Le Front populaire*, Paris, PUF, 2011.
- 4) Le cas espagnol devrait être traité à part, véritable guerre civile entre républicains et franquistes et « guerre dans la guerre » au sein du camp républicain...
- 5) Roger Martelli, *L'empreinte communiste. PCF et société française 1920-2010*, Paris, Éditions Sociales, 2010.
- 6) Pour un regard critique voir Daniel Guérin, *Front populaire, révolution manquée*, Paris, Actes Sud, 1997.
- 7) Alain Bergounioux et Danielle Tartakowsky (dir.), *L'union sans unité*, Rennes, PUR, 2012.
- 8) Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Paris, Livre de Poche, 2007.
- 9) Voir le choix de textes récents présenté par Razmig Keucheyan : *Antonio Gramsci, Guerre de mouvement et guerre de position*, Paris, La Fabrique, 2011.
- 10) Karl Marx, *Critique du programme de Gotha*, Paris, Éditions Sociales, 2008.